

# La Grèce et les forces de gauche : une analyse du moment présent

dimanche 12 juillet 2015, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2015).

## Sommaire

- [Le 5 juillet et son contexte](#)
- [Le prix du pain et du « \(...\) »](#)
- [Le vote du 11 juillet à \(...\) »](#)
- [La perte de contrôle d'une \(...\) »](#)

Les médias ont glosé d'importance sur l'aide des techniciens du Trésor français apportée au gouvernement d'Alexis Tsipras - et de son ministre des Finances, Euclide Tsakalatos - pour la mise au point du projet néo-austère devant être envoyé avant l'heure, dite fatidique, de minuit vendredi 10 juillet 2015 à l'Eurogroupe. Il eût été utile que, conjointement, une information soit donnée ayant trait aux conclusions de la *Revue annuelle de l'économie française* publiée par le FMI ce même 10 juillet. Tout en saluant les efforts d'Emmanuel Macron, le FMI insiste sur la nécessité d'une réforme d'ampleur du marché du travail, sur des accords au sein des entreprises concernant le temps de travail et les salaires, sur une révision à la baisse du smic et sur une péjoration des allocations de chômage qui feraient obstacle à l'incitation à accepter des emplois (dits convenables en Helvétie).

Ce rapport du FMI et « l'appui comptable » syntone des technocrates français au gouvernement Tsipras donnent le ton de la politique d'austérité au sein de l'Eurozone. François Hollande n'a été que le médiateur de la sainte alliance qui a dégainé depuis des mois contre le gouvernement Tsipras. Sainte alliance ne signifie pas uniformité de « visions » sur les conformations espérées de l'Union européenne (UE), que ce soit entre les divers gouvernements ou à l'intérieur d'une coalition gouvernementale comme en Allemagne. Mais, l'alliance était et est sainte pour ce qui était et reste l'objectif immédiat : dans le contexte européen présent, mettre au pas un gouvernement comme celui dont Syriza constituait la colonne vertébrale.

La dette, les modalités de sa restructuration, le taux de l'excédent budgétaire primaire par rapport au PIB (ce qui implique des degrés dans l'austérité), le « Grexit » étant à la fois des instruments disciplinaires, des menaces et des options envisagées de manières diverses par un Schäuble, une Merkel, un Juncker, un Dijsselbloem ou un Macron-Hollande. Et les Renzi & Co étaient (et sont) plus des auditeurs, à leur façon, des sermons, convaincus, de Schäuble que des acteurs de relief qui font les décisions.

## Le 5 juillet et son contexte

Ces données sont trop vite mises entre parenthèses par des micro-courants - en Grèce et avec une outrecuidance magistrale en dehors de Grèce - dont la rhétorique dénonciatrice sert de substitut, dans chacune des phases d'un processus initié en janvier 2015, à une réponse vitale : que faire suite à une victoire électorale d'un « gouvernement de gauche » dans une conjoncture non révolutionnaire (et non pré-révolutionnaire) qui s'institue dans la foulée d'une certaine relative atonie des luttes

sociales depuis 2012 ? Une phase où l'intrication des rapports de force multiples en Grèce et à l'échelle européenne – si ce n'est internationale – est un facteur qui nourrit de possibles tournants brusques, dans un temps comprimé.

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, quasi seul le Red Network (coalition de DEA – Gauche ouvrière internationaliste –, d'APO et de militants indépendants) au sein de Syriza, en collaboration avec des secteurs du Courant de gauche (Panagiotis Lafazanis en est la figure emblématique), s'est efforcé de fournir des réponses aux interrogations concrètes propres à cette phase, tout en stimulant des initiatives liées à une réflexion stratégique. Cela pour une force agissant, avec indépendance, au sein de Syriza et proposant une orientation de « front unique » spécifique en direction d'Antarsya et du KKE (PC), dans le but de modifier les rapports de forces au sein de la « coalition radicale » et dans le mouvement syndical, avec leurs effets au sein des couches exploitées et opprimées.

Certes, cette appréciation ne doit pas faire l'économie d'une vue réaliste, à la fois, sur les forces relativement réduites de Syriza en termes d'influence organisée dans la société grecque et sur celles de la gauche sein de Syriza. Sans quoi, les jugements rédhibitoires sur le présent immédiat sont à la hauteur des outrances sur le potentiel des luttes socio-politiques en ce début juillet 2015 en Grèce. Sans même mentionner la préparation à un Grexit contraint qui n'exige pas seulement des « recettes techniques », mais un ensemble de conditions sociales et politiques à l'échelle nationale et au moins, partiellement, européenne. C'est une tâche autrement complexe que de qualifier, de manière fort informée, la dette comme odieuse, illégitime et insoutenable, car elle suppose des liens entre de multiples anneaux relevant du social, du politique et de l'événementiel, par définition moins prévisibles et appréhendables que des « mécanismes économiques » réduits, plus d'une fois, à une dimension éloignée de l'économie politique.

### **Le prix du pain et du « plan Tsipras »**

Les données concernant le chômage, la paupérisation, la destruction du système de santé, les soupes populaires ont été souvent commentées. Prenons un indice plus élémentaire, celui des prix des biens alimentaires qui n'échapperont pas à un ajustement de la TVA à 13% (6% pour les médicaments, les livres et le théâtre, du moins pour ceux pouvant s'acheter des médicaments).

Le prix moyen d'une miche de pain en 2014 était de 0,74 euro. En juillet 2015, 0,84 euro. Soit une augmentation de 13,5%. Un litre de lait, respectivement, 1,24 euro et 1,27 euro (2,4% de hausse). Un kilo de riz, 1,25 et 1,67 (30,4%). Une douzaine d'œufs, 2,84 et 3,13 (10,2%). Un kilo de poitrine de poulet, 7,54 et 6,72 (une baisse de 10,8%). Un litre d'essence, 1,50 et 1,59 (une hausse de 4%). Avec des revenus réduits de 25 à 40%, avec des licenciements sans indemnité, avec des salaires versés souvent avec des semaines ou des mois de retard, avec des retraites pour beaucoup oscillant entre 400 et 700 euros – et qui servent plus d'une fois à « soutenir » une famille –, chaque centime d'euro renvoie à des modalités de survie. A ces hausses de prix il faut ajouter une cascade d'impôts et d'accises divers.

Un membre de Médecins du monde, du nom de Kanakis, synthétisait, le vendredi 10 juillet, de la sorte son appréhension de la guerre de classe menée contre le peuple grec : « *Cela me rappelle une guerre. Avant les bombardements, ils disent « ne vous faites pas de souci, quelqu'un viendra et va vous aider »*. Il faisait allusion à l'alternative proclamée par des membres des gouvernements européens et de la droite grecque : soit un accord, soit une crise humanitaire. En fait, l'accord ouvrira sur une « crise humanitaire » créant l'illusion qu'une « aide » de l'Europe va atténuer la paupérisation. Le D<sup>r</sup> Kanakis conclut : « *Cela me laisse un goût amer dans la bouche parce qu'on est*

*habitué à écouter le terme « aide humanitaire » comme expression utilisée pour les pays du tiers-monde et non pas pour les membres de l'Union européenne. » (International New York Times, 10 juillet 2015) Les « interventions militaires humanitaires » sont toujours connectées à des « plans d'aide humanitaire ». La strangulation financière est cette fois reliée à une « aide humanitaire » conditionnée à un plan d'austérité qui rendrait plus efficace l'aide humanitaire !*

Depuis l'accord du 20 février 2015, un secteur substantiel du gouvernement Tsipras et du noyau dur de Syriza était enclin à un accord avec lesdites institutions (BCE, FMI, Commission européenne). La détermination agressive de ces dernières et la toile d'araignée qu'elles étaient aptes à filer étaient à coup sûr mal mesurées par l'essentiel des membres du gouvernement. Sur ce plan, les interprétations ayant trait aux attitudes d'un ou d'un autre membre « négociateur » ont ici peu de pertinence.

Cette option a abouti à une césure marquée entre le programme de Syriza et le projet soumis aux instances européennes (Eurogroupe puis conférence des chefs d'Etat et de gouvernement). Pour l'illustrer, on peut relever quelques points, bien que tous, dans leurs « détails », aient leur importance :

1° Syriza proposait la nationalisation de secteurs stratégiques comme les chemins de fer, les aéroports, les banques. Le « plan Tsipras » du 10 juillet ouvre la voie aux privatisations. Et la reconversion possible de la dette dans le cadre d'un « plan d'investissements productifs » trouvera un terrain fructueux pour les privatisations.

2° Syriza voulait reconquérir la centralité de contrats collectifs à l'échelle nationale, réduire les contrats précaires, renforcer la position des travailleurs à temps partiel (une question clé car le salaire minimum, même abaissé, était souvent contourné par des engagements formels à temps partiel contraint). Le « plan Tsipras » va introduire une nouvelle législation sur les licenciements collectifs, sur les restructurations industrielles et les contrats, d'ici à fin 2015, en « codécision » avec les institutions, ce qui peut encore péjorer les « rapports de travail ».

3° Sur la dette, Syriza proposait une suspension du service de la dette dite souveraine jusqu'à une relance de l'économie et de l'emploi. Lors de l'intervention devant le Parlement européen, Alexis Tsipras faisait allusion à une haircut de 30%. Le « plan Tsipras » met l'accent sur une restructuration de la dette, un objectif qui serait, en fait, une sorte de contrepartie, pas assurée, de l'accord proposé. Restructuration qui est envisagée de façon différente par les principaux acteurs des « institutions » et des gouvernements, et qui ne règle en rien ce qui est reconnu largement comme une dette insoutenable, y compris par des économistes *mainstream*.

4° Le programme agraire de Syriza – qui concerne 12,5% de la population active, pour l'essentiel des petits fermiers, pourcentage excluant les pluriactifs – était censé répondre, sur une certaine durée : au déclin agricole ; à un « crédit agricole » transféré aux banques privées, avec la difficulté d'emprunt et l'endettement qui en découle ; à la hausse des prix du carburant ; aux prix élevés des entrants aux mains d'oligopoles ; à des impôts élevés sur des terres peu productives, sur des étables et sur la surface totale des maisons traditionnelles ; à des indemnités pas versées depuis 2012 ; aux coupes dans les retraites. Les objectifs de « nettoyer » les coopératives clientélistes, de mettre sur pied une « banque publique », de redistribuer des terres non exploitées sont restés lettre morte durant les quelques mois post-électorales où excédent primaire, budget et dette captaient toute l'attention. « Le plan Tsipras » ne réclame qu'un report à 2016-2017 des exigences de suppression des subsides (entre autres au fioul) exigées par les créanciers. La vente à prix soldé de la coopérative Dondi – qui collectait le lait de 7000 éleveurs dans la région de l'Epire – révèle ce qui peut advenir de l'agriculture grecque dans le contexte de contre-réformes et de conversion de la dette en investissements dans le secteur agricole.

5° Sur la question de la défense, la liaison avec ANEL (Grecs indépendants) n'a cessé de peser aussi bien sur les dépenses d'armement que sur l'attitude face à l'OTAN. Cette institution impérialiste a toujours nourri le conflit contrôlé entre Grèce et Turquie à l'avantage des dominants des deux pays et des exportations militaires allemandes, françaises. Or, les « institutions » proposaient une baisse des dépenses militaires plus importantes que celles « du plan Tsipras » qui est censé les réduire de 100 millions d'euros en 2015 et de 200 millions en 2016. Ne pas toucher à l'appareil militaire et à sa caste ainsi qu'invoquer le danger de mettre au chômage les conscrits (40'000) est une démonstration d'une orientation qui n'est pas seulement le produit de l'alliance avec ANEL mais aussi celui de courants historiques de Syriza, marqués par un passé idéologique propre à une lecture géopolitique d'origine stalinienne.

6° On pourrait ajouter au catalogue le salaire minimum, l'âge de départ à la retraite, les suppléments (EKAS) aux pensions inférieures à 700 euros (beaucoup n'atteignent pas ce chiffre), etc.

### **Le vote du 11 juillet à l'aube...**

En fait, dès le lundi 6 juillet, suite à la réunion de l'ensemble des partis représentés au parlement (voir notre article en date du 8 juillet 2015 sur ce site), la dynamique politique du gouvernement Tsipras n'était plus celle d'un combat contre l'austérité, mais d'utiliser le « non » populaire du 5 juillet pour un meilleur accord avec les « institutions ». Une tonalité d'unité nationale s'affirmait. Ce qui a abouti à l'accord pluriannuel proposé par le gouvernement Tsipras, voté par la Nouvelle Démocratie, To Potami (La Rivière) – dont le dirigeant faisait des navettes à Bruxelles – et un PASOK délité.

D'ailleurs, dans la foulée des élections, au-delà d'une mobilisation immédiate, semi-spontanée de ses sympathisants, le gouvernement et la direction majoritaire de Syriza n'ont pas convoqué à des manifestations de soutien – face à l'intransigeance des « institutions » – sa base ainsi que des cercles de la population sympathisants qui allaient s'élargissant. Sans même mentionner un travail visant à stimuler information et organisation dans les quartiers et les villes. Alors que l'intérêt et l'audience existaient, comme le prouvent, à une échelle certes fort modeste, les initiatives sur ce terrain de la « gauche de Syriza ».

Présenter le Non, à hauteur de près de 62%, du 5 juillet comme étant avant tout dû à l'influence de Tsipras – pour ne pas dire de la majorité parlementaire – relève d'une analyse biaisée. Elle correspond à dévaluer le rôle des milliers de militant·e·s de Syriza et d'autres forces qui participèrent à la campagne du NON. Or, depuis plusieurs mois, la volonté de Tsipras, de Yorgos Stathakis, de Tassos Pappas (bras droit du premier ministre) a été de réduire le rôle de Syriza, de ses instances, de ses cercles à l'avantage des institutions gouvernementale dans les processus de décision. Un indice : la rareté des réunions du Comité central qui rassemble 220 membres. Cette emphase mise sur Tsipras – qui fait écho à la stratégie des médias grecs – pousse aussi à multiplier les spéculations sur les intentions – cachées – du premier ministre. Nous ne mentionnerons même pas l'inclination de certains (y compris militants) dont l'autolâtrerie s'accroîtrait au contact des notabilités.

La victoire du Non a été prise très au sérieux par la gauche de Syriza – DEA en particulier – non pas parce qu'elle avait des illusions dans les options du noyau dur du gouvernement. Mais parce que ce succès ouvrait la possibilité de renforcer un bloc social et politique prêt à engager une résistance effective aux politiques d'austérité. Tenter de transformer une telle circonstance pour relancer une dynamique relève d'une orientation élémentaire visant à miser sur la variable la plus favorable à une

modification des rapports de forces dans un cadre donné où la maîtrise du contexte d'ensemble ne réside dans les mains de personne.

## **La perte de contrôle d'une majorité parlementaire**

Ce d'autant plus qu'une crise de leadership touche à la fois la droite grecque et le gouvernement de Syriza dont la direction ne contrôle plus avec superbe sa majorité parlementaire. Quelque 30 députés de Syriza ne se sont pas alignés, sur les 149. Pour rappel le gouvernement Tsipras a eu besoin d'une alliance avec ANEL (13 élus) pour disposer d'une majorité au parlement. Le 11 juillet au petit matin, deux députés ont voté Non : Ioanna Gaïtani (DEA) et Elena Psarrou (membre d'APO et du Red Network). Huit se sont abstenus, parmi lesquels Panagiotis Lafazanis (du Courant de gauche et ministre de la Reconstruction productive), Dimitris Stratoulis, vice-ministre de la Prévoyance sociale et Zoé Kostantopoulou, présidente de la Vouli (parlement) et troisième personnage de l'Etat. Lafazanis a déclaré : *« Je ne peux pas soutenir un nouveau plan de mesures néolibérales et de privatisations (...) qui ne peut qu'aggraver la récession. »*

Une attention moindre a été portée sur la déclaration de 15 membres de Syriza, adhérents au Courant de gauche, qui ont affirmé avoir voté oui tout en étant opposés. Dans leur déclaration, en date du 11 juillet, après avoir repris l'argumentation de fond Lafazanis, ils affirment : *« Pour ces raisons, nous déclarons notre solidarité avec les députés du groupe parlementaire de Syriza qui ont refusé le projet d'accord pluri-annuel envoyé aux institutions. »* Ils concluent : *« Le pays n'a pas besoin de nouvelles mesures d'austérité, mais doit soutenir les salaires, les retraites, les investissements dans l'économie. »* Les signataires sont : Ammanatidou Litsa, Delimitros Constantine, Zannas Zisis, Zerdelis John, Quiet Costas, Ioannidis Ilias, Kamateros Elias, Michael Kritsotakis, Thomas Kotsias, Ouzounidou Eugenia, Petrakos Thanasis, Samoilis Stefanos, Tsanaka Alexandra, Charalambidou Despina, Nikos Chountis. En fait, il s'agit d'un choix tactique concerté du Courant de gauche qui ne voulait pas apparaître comme portant, lui, un coup trop direct au gouvernement Tsipras.

Le ministre du Développement Yórgos Stathákis n'a d'ailleurs pas manqué de déclarer de son côté : *« Lorsque l'accord sera validé, les députés Syriza qui ne sont pas de cet avis [donc qui s'opposent sur le fond à l'accord] devraient démissionner et ainsi être remplacés. »* Stathákis avait-il déjà anticipé que l'issue probable des dites négociations des 11 et 12 juillet serait un durcissement accru des mesures portant entre autres sur les retraites, le marché du travail et les privatisations ainsi que la TVA ?

Le 11 au soir, les députés de la Vouli n'avaient pas à exprimer un vote de confiance face au gouvernement, mais à se prononcer sur l'accord qui serait présenté à l'Eurogroupe, puis aux chefs d'Etat et de gouvernement. Dès la semaine qui vient, il s'agira de voter – si un accord révisé par les « institutions » sort « vainqueur » du marathon du week-end sponsorisé par la sainte alliance – les lois d'application. Il s'agira alors d'un vote de confiance.

Une nouvelle étape s'annonce. Aboutira-t-elle à des élections en septembre ? Sera-t-elle marquée par une marginalisation accrue ou une expulsion de la gauche de Syriza ? Cela reste à voir. Dans tous les cas, pour ce qui est de Syriza, la coalition de la gauche radicale ne peut exister sous la forme qu'elle a eue jusqu'à aujourd'hui sans sa gauche militante, sans l'essentiel de ladite plateforme de gauche (Courant de gauche, Red Network, KOE).

En outre, au-delà des salaires, des retraites ou de la TVA s'annonce une restructuration, sous la forme de fusions, des quatre banques systémiques : la Banque nationale de Grèce avec Alpha et la Piraeus avec Eurobank, cela sous la houlette de la réputée société américaine BlackRock – faucon

sur les marchés financiers –, chargée de contrôler les comptes des banques grecques, sur place, et d'opérer des choix rapides (voir les deux dossiers publiés dans *24Ore-Il Sole*, les 11 et 12 juillet 2015). Autrement dit, les parlementaires devraient voter une mise sous tutelle par les « institutions » de leur économie et de leur société – ce que Schäuble avait annoncé à propos d'un Grexit temporaire de cinq ans dans le document que la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a publié – et, en particulier, de leur système bancaire. Une clé de voûte de l'opération qui nécessiterait 84 milliards d'aide, dont 25 milliards seraient consacrés à la recapitalisation des quatre banques !

De la matière explosive s'accumule. Tout ne s'est pas joué lors d'une tragédie dont l'acte final se serait conclu à l'aube du 11 juillet. Dès lors, prétendre disposer d'un plan précis comme alternative à la situation dans laquelle est plongé le capitalisme grec, et la société, relève d'une prétention peut-être exagérée ; le peut-être étant ici peut-être de trop.

**Charles-André Udry**, 12 juillet 2015

---

**P.-S.**

\* « Grèce. Juillet : la canicule politique ». <http://alencontre.org/>